

Patrons mais pas trop spit

PAR PAUL VAUTE

Liège, côté jardin: vingt-cinq entreprises étrangères se sont installées dans la province ou y ont renforcé leurs activités en 2005, soit 4 fois plus qu'en 2004, selon la SPI*. Liège côté cour: dans l'arrondissement, le taux de chômage s'élève à 20 pc, alors que la fin graduelle des activités à chaud d'Arcelor n'a pas encore porté tous ses effets négatifs. L'actualité de notre sillon industriel est souvent faite de ces signaux contradictoires. Le dossier que lui consacre "Dynamisme wallon", la revue de l'Union wallonne des entreprises (UWE), en offre un bon survol, même s'il repose en partie sur des textes de deuxième main. Mais comment ne pas plonger dans un abîme de perplexité en lisant que les chefs d'entreprise, tous secteurs confondus, devraient s'exprimer d'une seule voix face au politique? Ce n'est donc pas encore le cas? Quant au propos à tenir, où il est question - avec raison - de simplification de structures particulièrement foisonnantes, de responsabilisation de l'action syndicale, de remèdes aux carences en matière de formations scientifiques et techniques, etc., il fait silence sur des points non moins essentiels. Ainsi, pour l'hypertrophie des pouvoirs publics. C'est à eux que demeure suspendu le Groupe de redéploiement économique (GRE) censé être le vecteur du plan Marshall. La question des moyens qui lui sont octroyés, presque deux ans après sa création, resta entière pour le président de la section liégeoise de l'UWE Jean-Pierre Delwart. Philippe Bodson, membre du directoire, ne pense pas autrement, même s'il donne un peu moins qu'au début l'impression d'être arrivé au GRE avec l'enthousiasme d'un Cosaque du Don incorporé dans l'armée du Sultan. Attendre beaucoup plus des mannes régionale, nationale, européenne que des spontanités créatrices d'une économie décentralisée, c'est bien une composante majeure du mal liégeois. Le rapport de Jovenel l'épinglait déjà. Elle a déteint même sur le patronat avec, il est vrai, l'excuse qu'après s'être acquitté de charges sociales et fiscales toujours plus lourdes, on est naturellement enclin à attendre un retour en termes d'investissements publics. Autre écueil, tout aussi absent du discours de l'UWE: le domaine économique relève aujourd'hui, pour l'essentiel, d'un gouvernement wallon accaparé par "son" territoire, alors que la recherche d'articulations pour le pays de Liège ne peut s'y limiter. La relance de l'axe Liège-Bruxelles illustre à suffisance. Il s'impose tout autant d'élargir les ponts vers Bruxelles, sa vocation internationale et son réservoir d'emplois. Et l'Euregio... Sans doute les porte-voix de nos entreprises ont-ils pris la mesure de ces faits. Mais ils gagneraient à les traiter avec moins d'égards déférents pour leurs interlocuteurs, même quand ceux-ci sont du parti dominant. ■

L. B. : 25/02/06

p. 53